



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



APPEL A PROJETS FEDER

Sous réserve de la validation par la Commission européenne du
Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

OS5. Une Europe plus proche des citoyens

Priorité 6. Soutenir le développement du territoire interrégional du Massif des Alpes

RSO5.2. Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines (FEDER)

**« Lutter contre l'érosion de la biodiversité
et la dégradation des écosystèmes du Massif des Alpes »**

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site

=> [L'Europe s'engage dans le Sud -Appels en cours Programme FEDER-Massif des Alpes 2021-2027 \(maregionsud.fr\)](https://maregionsud.fr)

Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection validés par le Comité de suivi interfonds du 12 avril 2022

Codification E-synergie :

Territoire :	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Programme :	Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027
Codification :	RSO5.2_AlpesBio
Service Guichet :	Service Développement Territorial Intégré (SDTI)
Appel à projets :	AAP – 2022 – FEDER MASSIF DES ALPES – BIODIVERSITE

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE.....	4
2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)	5
2.1 - Mesure 1. Partager des connaissances approfondies et des savoirs capitalisés relatifs à la biodiversité, aux écosystèmes alpins et à leur protection.....	7
➤ 2.1.1. Objectifs.....	7
➤ 2.1.2. Actions soutenues	7
2.2 - Mesure 2. Préserver et restaurer les espèces, les milieux et les continuités écologiques en favorisant des actions et des travaux portant sur les enjeux majeurs/spécifiques du Massif.....	9
➤ 2.2.1. Objectifs.....	9
➤ 2.2.2. Actions soutenues	9
2.3. Périmètre du projet.....	11
3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT	12
4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS	12
➤ 4.1. Le Bénéficiaire	12
➤ 4.2 La thématique.....	13
➤ 4.3 Le lieu de réalisation.....	14
➤ 4.4 Le démarrage de l'opération	14
5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT	14
➤ 5.1 Le plan de financement	14
➤ 5.2. Les catégories de dépenses	15
6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS.....	18
7. LES INDICATEURS.....	21
➤ 7.1 Les indicateurs relatifs à cet appel à projets	21
➤ 7.2 Méthodologie de calcul	23
8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE	24
➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers	24
➤ 8.2 Le portail e-Synergie.....	24
➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets.....	24
➤ 8.4 Les contacts et renseignements	24
9. LES MODALITES DE SELECTION	25
➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention.....	25
➤ 9.2 Instruction	25
➤ 9.3 Présentation en comité de programmation	25
➤ 9.4 Décision de l'Autorité de Gestion.....	25
10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE.....	26
11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES	26

➤ 11.1 Respect du principe de pérennité	26
➤ 11.2 Respect du droit applicable	26
➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne	27
➤ 11.4. Suivi comptable de l'opération	27
➤ 11.5. Propriétés intellectuelles.....	27
12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION	27
➤ 12.1 Respect de la confidentialité	27
➤ 12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel	27
ANNEXE I. RELATIVE AUX AIDES D'ETAT.....	28
ANNEXE II. CADRES STRATEGIQUES DE REFERENCE	29
ANNEXE III. GLOSSAIRE.....	31

Les mots surlignés en vert sont définis en Annexe III - GLOSSAIRE

1. CONTEXTE

Situation :

Le Massif des Alpes françaises est une entité territoriale biogéographique d'un seul tenant, avec le reste des Alpes occidentales, qui s'étend sur 32 161 km², à cheval sur les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Auvergne Rhône Alpes.

Il est caractérisé par une forte patrimonialité des espèces, faune comme flore et par une biodiversité riche liée à la diversité des milieux naturels (les forêts, les prairies, les alpages et glaciers, les torrents, les grands lacs et les zones humides, etc.) avec des fonctionnalités écologiques majeures (habitats d'espèces, interactions biotiques, décomposition de la matière organique, écoulement des eaux, stabilisation des sols et des glaciers, etc.), des paysages (agro-pastoraux vallonnés, méditerranéens, montagnards, littoraux-montagnards, etc.).

Il se compose d'espaces naturels, très étendus et uniques, certains soumis à une réglementation de protection. Ce patrimoine naturel exceptionnel contribue à l'identité culturelle du territoire, à son attractivité résidentielle et touristique, au bien-être de ses habitants et à son développement socio-économique à travers les activités agricoles et forestières en particulier.

Principaux défis :

Si les réponses régionales liées aux enjeux de biodiversité peuvent répondre en partie aux problématiques alpines, elles comportent néanmoins des limites à l'échelle du massif. Dans un souci de cohérence, d'efficacité et d'impact, des réflexions stratégiques de dimension interrégionale, articulée aux Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) et aux programmes du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) des régions Provence Alpes Côte d'Azur (SUD) et Auvergne Rhône-Alpes (AURA), seraient à alimenter et encourager, et leur déclinaisons opérationnelles à promouvoir/soutenir, d'autant que les continuités et les fonctionnalités écologiques ne tiennent pas compte des frontières administratives et étatiques.

L'évolution des paramètres climatiques anthropogéniques et les activités humaines ont non seulement de fortes incidences sur l'environnement physique mais aussi sur le monde vivant du massif des Alpes. Les facteurs sont multiples : destruction et fragmentation des milieux, usages et surexploitation des ressources, pollutions, introduction d'espèces exotiques envahissantes et les changements climatiques.

A l'inverse, les milieux jouent un rôle essentiel dans la résilience aux changements climatiques. Par exemple : les forêts, les lacs et les zones humides en contribuant entre autres à prévenir certains risques naturels ; les alpages, les landes et espaces boisés de lisière, les prairies conjuguant une haute valeur environnementale et un intérêt socio-économique majeur. La qualité des milieux et des connectivités écologiques fonctionnelles sont directement associées, en interdépendance réciproque, à la gestion de la ressource en eau, à l'avenir de l'agriculture en montagne, à l'exploitation des forêts, et à la politique d'aménagement et de développement territorial (dont l'artificialisation des sols liée à l'étalement urbain). Enfin, la transition énergétique et la décarbonisation de l'économie, avec le développement d'énergies renouvelables, pourtant essentielles, ne sont pas sans conséquence sur la biodiversité et les continuités écologiques selon les modes opératoires utilisés (ex. : parcs éoliens et photovoltaïques si mal dimensionnés et/ou mal positionnés).

L'évolution nécessaire des comportements humains avec ces défis requiert de stimuler une interaction dynamique entre les différentes parties prenantes au territoire (scientifiques, gestionnaires d'espaces naturels, professionnels de montagne, structures publiques en charge du développement et de l'aménagement du territoire – élus et techniciens notamment en charge des démarches et outils de planification tels que PLU, PLUi, SCOT, etc. – et grand public), de prendre en considération les intérêts et usages de chacune, et de faciliter la logique d'exemplarité.

Un grand nombre d'espèces d'intérêt communautaire sont menacées et un accroissement de leur part relative est observé d'après les données du Musée National d'Histoire Naturelle en 2019. La qualité de l'environnement n'est pour autant pas uniforme sur le massif. Les écosystèmes sont variés. Les pressions ne s'exercent pas de manière identique d'un territoire à l'autre. Des déséquilibres substantiels existent, voire se renforcent dans le temps.

Il est donc primordial de mieux caractériser ces menaces et ces vulnérabilités, et leurs évolutions dans le temps et dans l'espace afin de les anticiper et les prévenir pour faciliter la résilience des écosystèmes et populations d'espèces, autant que faire se peut.

Le niveau actuel de connaissances bien que relativement bon, demeure insuffisant et incomplet. Les enjeux portent à la fois sur la disponibilité, l'interopérabilité des bases de données, la qualité des données, leur mode de collecte

(protocoles harmonisés et partagés, zones couvertes, séries longues, coûts, expertises) ainsi que sur leur interprétation et leur diffusion (les questions auxquelles elles répondent, les acteurs qu'elles mobilisent et qu'elles alimentent). Les observations et travaux de recherche appliquée ont vocation à se traduire, selon les échelles, par des orientations stratégiques éclairées, des politiques publiques sectorielles et des déclinaisons opérationnelles cohérentes et déployées largement.

Ce travail n'est possible que s'il s'appuie sur des réseaux d'acteurs pluridisciplinaires et multisectoriels structurés actifs et viables, de dimension interrégionale ou multi-territoriale, ancrés sur les territoires.

Le défi d'adaptation aux changements globaux exige, en outre, d'impulser de nouvelles approches et de nouveaux paradigmes, d'encourager les expérimentations pour permettre en fonction des résultats l'essaimage au territoire alpin, voire au-delà.

Lutter contre l'érosion du vivant, agir par anticipation sur les conséquences des changements climatiques et développer la résilience de la biodiversité et des écosystèmes indispensables à l'avenir des territoires a donc été identifié comme un enjeu prioritaire pour ce volet interrégional FEDER dédié au Massif Alpin.

En cohérence avec le Schéma Interrégional du Massif Alpin (SIMA), cette priorité thématique « Biodiversité » s'inscrit en complémentarité de l'Axe 1 « Limiter le changement climatique et préserver l'environnement alpin » de la Convention Interrégionale du Massif Alpin (CIMA), et pleinement avec la mesure 1.1 et potentiellement sur la mesure 1.2 EAU sur le volet « connaissance de l'évolution des systèmes hydrologiques et hydrogéologiques ».

Le montant indicatif de FEDER dédié à cet appel à projets est de 3 M €.

2. OBJECTIF(S) ET ACTION(S) SOUTENUE(S)

Face à ces défis, le volet interrégional du FEDER dédiée au Massif Alpin a pour ambition d'apporter une réponse spécifique fondée sur les principes suivants :

- Décliner concrètement la Stratégie de l'Union Européenne en faveur de la Biodiversité à l'horizon 2030 ;
- S'appuyer sur les réalisations de la programmation européenne 2014 – 2020 (en premier lieu FEDER POIA, mais aussi INTERREG ALCOTRA, LIFE), sur l'expression des besoins des acteurs du territoire ainsi que sur la dynamique interrégionale et macro-régionale insufflée par la Convention Alpine et la SUERA ;
- Encourager les acteurs de la montagne à développer des approches intégrées au bénéfice de l'environnement, de la santé humaine, et de la qualité de vie ainsi que du développement économique, social et culturel, et ce dans ce contexte de changements globaux ;
- Donner les moyens de savoir et d'agir collectivement et significativement à l'échelle alpine ;
- Privilégier les partenariats entre acteurs des deux régions ;
- **Cibler des thématiques majeures pour les Alpes, à savoir :**
 - o des habitats & des espèces à fort enjeu de conservation :
 - évalués en statut menacé (en danger critique d'extinction (CR), en danger (EN), vulnérable (VU) ou quasi-menacée (NT) ou pour lesquels les données sont jugées insuffisantes (DD) d'après les listes rouges européenne/ nationale/ régionale) ;
 - de valeur pour le massif : d'intérêt communautaire¹ ou d'intérêt patrimonial / endémique / remarquable/ emblématique des Alpes ; les espèces et groupes fonctionnels dits parapluie ; les espèces bioindicatrices du changement climatique (faune ou flore), les espèces dites ordinaires/communes dont il est constaté un déclin ;
 - dont l'état de conservation est défavorable en région alpine en termes de populations, d'habitats d'espèces et de perspectives futures d'après les évaluations liées à la Directive Habitat-Faune-Flore ;

¹ D'après les listes des Directive Oiseaux : 2009/147/CE & Directive Habitats Faune Flore (DHFF) : 92/43/CEE modifiée par la directive 97/62/CEE

- des milieux naturels et semi-naturels, trames et sous-trames spécifiques en fonction de leur valeur environnementale et de leur enjeu à portée massif :
 - milieux humides de plaine et d'altitudes (lacs, plans d'eau, tourbières, zones humides de tête de bassin versants ou celles spécifiquement vulnérables et menacées, etc.) ;
 - milieux ouverts / semi-ouverts alpins et pré-alpins à forte biodiversité et en régression (pelouses sèches, alpages, milieux rocheux, milieux agropastoraux, espaces intermédiaires des Préalpes) ;
 - forêts d'altitude, forêts anciennes, matures et vieilles forêts fragilisées par le réchauffement climatique tandis qu'elles accueillent des espèces protégées et qu'elles jouent un rôle significatif dans la résilience face aux changements climatiques : stabilisation des sols, régulation du climat et de l'eau, captage et stockage de carbone, ... ;
 - corridors écologiques assurant des liaisons inter-massifs et interrégionales, dans les espaces soumis à des pressions prégnantes, avec des points de rupture des continuités dans les grandes vallées alpines, notamment de basse altitude soumises à de fortes pressions et qui ne sont pas ou peu couvertes par des espaces protégés ; couloirs migratoires ;
- les pressions anthropiques qui contribuent au déclin de la biodiversité telles que :
 - tourisme et activités de pleine nature (ex. : sports et loisirs, gestion des flux) avec des aménagements récents ou anciens/ abandonnés, des problématiques de fréquentation en hausse, des comportements inadéquats, etc. ;
 - pratiques agricoles, pastorales, de sylviculture (agriculture intensive, monoculture, recomposition paysagère, déprise agricole etc.), la disparition d'habitats et l'appauvrissement des espèces, ou à la pollution des sols et des eaux, etc. ;
 - urbanisation et infrastructures (artificialisation des sols, réduction et fragmentation des habitats, rupture sur les corridors écologiques, pollution lumineuse, etc.) ;
- les effets des changements climatiques qui :
 - affectent le devenir et la répartition des habitats naturels et des espèces ainsi que leurs potentialités d'adaptation associé à un contexte de destruction et de fragmentation des habitats ;
 - favorisent la prolifération des espèces exotiques envahissantes ;
 - induisent des réactions en chaîne avec des effets notoires sur les ressources naturelles et leur disponibilité (en quantité et en caractéristiques/qualité) (ex. la fonte des glaciers et leur mutation impactant les têtes de bassins) ou un renforcement des pressions (recherche de points de fraîcheurs en été autour des pôles urbains, nouvelles pratiques agricoles pour des raisons économiques, etc.) ;
- Encourager la compréhension des enjeux de biodiversité et de responsabilités du Massif, le retour d'expériences, l'identification des leviers d'actions et la convergence des perspectives de développement des territoires, dans un esprit de dialogue et de co-construction entre les parties prenantes :
 - Acteurs opérationnels et gestionnaires d'espaces naturels ;
 - Elus et techniciens des institutions publiques aux différentes échelles du territoire alpin (Communes, Communautés de Communes, Syndicats mixtes, Départements, Régions, Etat, etc.) en charge de l'aménagement et du développement économique, social et environnemental du territoire ;
 - Groupes socio-professionnels de la montagne (secteurs d'activités privilégiés : agriculture, pastoralisme, sylviculture, cynégétique, culture et tourisme, activités de plein air tels que domaines skiables, etc.) ;
 - Habitants/résidents et visiteurs/touristes, en particulier les jeunes.

Cette priorité thématique veillera donc à faciliter sur le Massif des Alpes :

- ✓ en premier lieu, le partage de connaissances approfondies, la mutualisation de moyens (méthodes et technologies) et de réflexions stratégiques, la capitalisation (expériences et savoir-faire), ainsi que le dialogue au bénéfice d'une politique de massif affirmée et d'actions coordonnées cohérentes et efficaces ;
- ✓ en second lieu, la valorisation d'actions qui ont un impact positif significatif ou expérimentations transposables en réponses aux enjeux majeurs du massif ;
- ✓ en transversal, la conscientisation écologique de l'ensemble des publics associés à la montagne.

2.1 - Mesure 1. Partager des connaissances approfondies et des savoirs capitalisés relatifs à la biodiversité, aux écosystèmes alpins et à leur protection

➤ 2.1.1. Objectifs

=> Développer le **champ des savoirs** : savoir (observations et étude scientifiques) et savoir-faire dans un contexte de changements globaux.

- Rendre compatibles et interopérables les protocoles d'observation et les bases de données sur l'ensemble du territoire transalpin, régional et national, et se doter d'indicateurs communs du suivi de la biodiversité ;
- Disposer de connaissances pertinentes et structurées sur la biodiversité, les **écosystèmes** alpins et/ou sur leurs vulnérabilités et les menaces liées aux pressions anthropiques et aux changements climatiques, ainsi que les facteurs de résilience associés ;
- Renforcer les capacités en analyse et prospective (méthodes, outils, technicité) dans le domaine de la protection, conservation et gestion des patrimoines naturels ;
- Expérimenter et répliquer les pratiques vertueuses pour la biodiversité et les écosystèmes, notamment pour faciliter la conciliation des usages.

➤ 2.1.2. Actions soutenues

En ce sens, deux typologies d'actions seront soutenues :

a) Les missions d'observations de la biodiversité et les moyens d'analyses du fonctionnement des écosystèmes alpins, de leur résilience et de leurs interactions

OBJECTIFS SPECIFIQUES AUXQUELS LES ACTIONS SOUTENUES DEVRONT CONTRIBUER (UN OU PLUSIEURS)

Améliorer la connaissance au service de la conservation, de la préservation et de la **restauration** de la biodiversité et des écosystèmes alpins en anticipant les conséquences des changements climatiques, en évaluant l'état des ressources et leur évolution, et en permettant notamment de :

- Enrichir les bases de données ou système d'information régionaux (et nationaux, voire européens) par l'émergence (recensement, acquisition, mobilisation) et le traitement de données à large échelle (analyse, validation, regroupement, valorisation, diffusion), représentatives, comparables et régulières, et faciliter leur interopérabilité /compatibilité ;
- Alimenter les déclinaisons régionales des Plans Nationaux d'Actions où le massif alpin a une responsabilité majeure/significative en termes de connaissances et de mesures prioritaires à mettre en œuvre ;
- Mettre à disposition de l'ensemble des acteurs de la connaissance de nouveaux outils méthodologiques, des technologies nouvelles, mutualiser les moyens, capitaliser, partager et transférer les expériences.

TYPE D' ACTIONS SOUTENUES (LISTE NON EXHAUSTIVE)

* Production, acquisition et amélioration de connaissances par des inventaires naturalistes et la mise en place de système de surveillance des milieux et/ou des **habitats** et/ou des espèces, des **populations** ou des communautés ; travaux de cartographie ; traitement et analyse des données ;

* Etudes pluridisciplinaires approfondies de l'impact des changements climatiques sur les ressources naturelles, les écosystèmes (p.ex. la connaissance des hydrosystèmes de têtes de bassin-versant²), ainsi que sur leurs fonctionnalités dans une approche multisectorielle ;

* Programmes de recherche scientifique ou technique appliquée et développement expérimental (cf. Article 49 septies F, CGI) ;

² Un des objectifs affichés de l'Accord de Partenariat pour la présidence française 2020 de la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA) : Améliorer la connaissance des ressources en eau superficielles et souterraines et développer des actions d'optimisation des usages de l'eau (agricole, publique, touristique, etc.).

* Développement et harmonisation d'outils méthodologiques d'acquisition de connaissances (définition de protocoles) et techniques (gestion de données) à des fins d'observation, de collecte et traitement d'informations, de définition de référentiels, d'indicateurs de suivi, d'applications, de logiciels ou de modules numériques (création ou extension, interopérabilité, etc.) ;

* Expérimentation de dispositifs innovants pour la gestion des milieux, notamment par l'évaluation et la valorisation des services écosystémiques, etc.

ACTIONS EXCLUES DU FINANCEMENT EUROPEEN

Les inventaires s'inscrivant dans le cadre des études préalables à des travaux d'aménagement, les études d'impacts et les atlas de la biodiversité communale.

Les travaux de recherche fondamentale (définition Article 49 septies F, CGI) sont exclus ainsi que les travaux de génie écologique qui ne seraient pas directement liés au projet de recherche et développement éligible à cette mesure.

b) Les démarches de structuration et de valorisation des connaissances et des savoirs à des fins de gestion améliorée des ressources et espaces naturels, d'aide à la décision politique et de mobilisation citoyenne....

OBJECTIFS SPECIFIQUES AUXQUELS LES ACTIONS SOUTENUES DEVRONT CONTRIBUER (UN OU PLUSIEURS)

Renforcer la cohérence, l'efficacité, et l'impact des politiques publiques environnementales et de préservation de la biodiversité devenues prioritaires, ainsi que leurs déclinaisons opérationnelles aux différentes échelles du territoire alpin en veillant notamment à :

- Consolider les démarches de suivi et d'évaluation des observatoires et des mesures de conservation, de protection et de restauration ;
- Améliorer la sensibilisation liée aux travaux d'acquisition de connaissances et l'appropriation des enjeux de préservation de la biodiversité par :
 - le développement des compétences et le renforcement d'espaces de dialogue ;
 - une dynamique et une coordination, ainsi qu'une synergie renforcée entre acteurs pluridisciplinaires et multisectoriels, notamment à travers des réseaux structurés, élargis, et pérennes entre acteurs scientifiques, gestionnaires, institutionnels et socio-professionnels,
 - la diffusion et la vulgarisation auprès des décideurs (élus et techniciens) et du grand public : informations pertinentes accessibles, synthèse des connaissances adaptée et concise, illustrée et pédagogique,
- Encourager l'effet de levier sur la préservation de la biodiversité et des écosystèmes, en intégrant les enjeux d'anticipation, d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques ;

TYPE D'ACTIONS SOUTENUES (LISTE NON EXHAUSTIVE)

* Animation de réseau et ingénierie sur des enjeux spécifiques identifiés comme relevant d'une approche interrégionale. Les porteurs devront pouvoir justifier de leur réflexion sur la pérennisation de leurs activités et leur modèle économique ;

* Organisation de restitutions, de sessions de formations en présentiel ou en distanciel dont MOOCs, séminaires, webinaires, conférences, séances de travail, à destination des gestionnaires d'espaces naturels et autres parties prenantes pertinentes telles que les collectivités territoriales ;

* Développement d'outils de sensibilisation et de mobilisation des acteurs, d'ateliers & sorties terrain, d'échanges d'expériences & bonnes pratiques ;

* Evaluation des observatoires et des dispositifs de réseaux d'acteurs associés ;

* Définition et mise en place de système de suivi et d'évaluation de mesures de conservation/ protection/restauration déjà en œuvre, etc.

Pourraient être associées à ces actions au sein d'une même opération, et uniquement en tant que compléments des actions vecteur de diffusion de connaissances :

* Création de contenu et de développement d'outils de ISEF (information, sensibilisation, éducation, formation) sur les enjeux majeurs relatifs à la biodiversité et aux écosystèmes alpins, aux usages associés, en lien avec les connaissances acquises sur le patrimoine naturel alpin, sa vulnérabilité et les menaces auxquels il est exposé : support numérique, livret, vidéo, audio, mobilier, équipement, petit matériel, curriculum d'animation, outils de sciences participatives, etc.

* Organisation d'activités de ISEF ou action de mobilisation/sensibilisation (jeunes en particulier) : uniquement en appoint d'autres actions au sein d'un même projet, en vue de l'enrichir.

Une articulation avec les initiatives d'Educ'Alpes est encouragée.

ACTIONS EXCLUES DU FINANCEMENT EUROPEEN

* L'élaboration et l'animation des documents d'objectifs et des contrats Natura 2000.

* L'animation des contrats de rivière ou des schémas SAGE/SDAGE, etc.

* Une action ayant pour seul objet l'évènementiel ou la formation.

* Un réseau ou un acteur tête de réseau ne pourra pas mobiliser un soutien du FEDER pour des activités d'animation et de coordination sans une production intellectuelle pertinente et cohérente avec les enjeux alpins et objectifs poursuivis par le programme.

2.2 - Mesure 2. Préserver et restaurer les espèces, les milieux et les continuités écologiques en favorisant des actions et des travaux portant sur les enjeux majeurs/spécifiques du Massif

➤ 2.2.1. Objectifs

=> Développer le **champ du « faire »** : agir, démontrer, inciter, faciliter, massifier et innover dans une logique socio-écosystémique et paysagère.

- Maintenir et créer des conditions favorables au bon état des milieux et de leurs fonctionnalités (incluant des trames écologiques fonctionnelles) sur le plan écologique, permettant ainsi aux espèces d'assurer leur cycle de vie (de se reproduire, se nourrir, se déplacer, etc.) et à la pollinisation animale de se réaliser ;
- Par la démonstration d'actions réussies, faciliter l'intégration de la biodiversité comme enjeu transversal dans les politiques sectorielles menées en montagne ;
- Stimuler les solutions innovantes et leur répliquabilité pour réduire les pressions anthropiques et leurs impacts. Pour exemple : la fréquentation et sur-fréquentation saisonnières des zones les plus fragiles et celles où les tensions vont évoluer significativement dans les prochaines décennies (points d'eau, points de fraîcheur, espaces naturels à proximité des zones urbaines, etc.) ou encore l'exploitation forestière ou l'agropastoralisme ;
- Réduire les déséquilibres au sein du territoire alpin en ce qui concerne la qualité de l'environnement (pollution eau, sols, air, etc.) et des ressources.

➤ 2.2.2. Actions soutenues

En ce sens, deux typologies d'actions seront soutenues :

a) La restauration des continuités écologiques et des écosystèmes alpins

OBJECTIFS SPECIFIQUES AUXQUELS LES ACTIONS SOUTENUES DEVRONT CONTRIBUER (UN OU PLUSIEURS)

Les continuités écologiques alpines sont d'autant plus vulnérables aux changements climatiques subis par les écosystèmes montagnards qu'elles sont également menacées par les pressions touristiques, urbaines, certaines pratiques agricoles et sylvicoles, etc.

Aussi, afin de lutter contre la destruction et la fragmentation des milieux et permettre la fonctionnalité des infrastructures écologiques, il s'agit entre autres, de :

- Renforcer la protection et/ou restaurer des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques,
- Restaurer les écosystèmes alpins dégradés à fort enjeu écologique pour le massif,

- Améliorer la connectivité écologique entre les **aires protégées** (selon les statuts de protection : **réserves naturelles**, cœurs de parcs nationaux, **espaces naturels sensibles** selon les cas, sites **RAMSAR**, etc.) et les espaces non-protégés,
- Développer et renforcer des réseaux de continuités écologiques cohérents et résilients, en particulier les connexions inter-massifs afin de prévenir l'appauvrissement de la diversité génétique, et d'améliorer la santé des écosystèmes,
- Associer le grand public et en particulier la jeunesse aux actions de **restauration** et de protection, lorsque faisable et pertinent, à travers une participation active ou des outils d'information et de sensibilisation.

TYPES D'ACTIONS SOUTENUES, AUTANT QUE POSSIBLE EN S'APPUYANT SUR LES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE (LISTE NON EXHAUSTIVE) :

- * Sécurisation foncière (maîtrise d'usages ou acquisition) et/ou gestion de continuum et réservoirs ;
- * Effacement d'**obstacles** et restauration des corridors écologiques ;
- * Adaptation des obstacles pour la circulation des espèces au sein des corridors ;
- * Restauration de continuum et restauration d'**habitats** ou de milieux dégradés ;
- * Gestion des habitats, espèces et continuum, notamment réduction des pressions sur les trames et sous-trames (ex. : démonstration et promotion de pratiques d'exploitation moins impactantes), surveillance et entretien, etc.

Les travaux (exprimés en superficie/km/nombre) devront relever principalement du génie écologique et prioritairement avec des essences végétales sauvages locales et espèces à fort potentiel mellifère, et en veillant à leur diversité. Dans le cas de restauration de milieux, le recours aux **solutions fondées sur la nature** constitue des éléments importants à la croisée entre enjeux en matière de biodiversité, de climat et de bien-être.

Les « **projets pilotes** » ou « **projets de démonstration** » seront particulièrement encouragés.

Les actions pourront porter sur des **trames verte, bleue** (p.ex. : connectivité de **zones humides**, effacement de seuils le long des cours d'eau...), **turquoise, brune, noire, blanche ou aérienne**, ou sous-trames...

ACTIONS EXCLUES DU FINANCEMENT EUROPEEN

- Les actions dont les enjeux ne relèvent que d'une échelle strictement locale, et qui ne répondent donc pas à un enjeu alpin de milieux ou d'espèces ou de pressions anthropiques ou de menaces renforcées par les impacts des changements climatiques en montagne.
- Les actions relevant d'obligation réglementaire ou de mise en conformité (et doivent donc rester à la charge de la structure) ou d'actions de « green-washing ».

b) Les mesures de protection, de conservation et de restauration des habitats et espèces du massif alpin

OBJECTIFS SPECIFIQUES AUXQUELS LES ACTIONS SOUTENUES DEVRONT CONTRIBUER (UN OU PLUSIEURS)

Les habitats, la faune et la flore, notamment ceux caractéristiques des Alpes et aux enjeux de conservation élevés pour le massif alpin, font l'objet de mesures de conservation, de protection ou de restauration, grâce à des actions innovantes et massifiées, contribuant ainsi à enrayer le déclin d'espèces et la détérioration des habitats sensibles, à assurer leur maintien, à afficher une tendance positive ou mieux encore à parvenir à leur bon état écologique.

TYPES D'ACTIONS SOUTENUES (LISTE NON EXHAUSTIVE)

- * Déclinaison de programmes ou de mesures de conservation (pouvant inclure un système de suivi et d'évaluation) ;
- * Soutien au processus naturel de **résilience socio-écologique**, de diversification des milieux (pouvant inclure une phase d'études) ;
- * Réintroduction d'espèces alpines voire repeuplement de **population** d'espèces menacées ou études préalables au projet de translocation/réintroduction (ex. : centre d'élevage, restauration des habitats associés, etc.) ;
- * Développement de zones tampons, identification et mise en place de zones de quiétude et de zones de mises en défens, etc. ;
- * Identification, développement et suivi de zones de « haute **naturalité** » ;

* Identification, création et développement de zones écologiques refuges ;

* Création d'aires protégées ou élargissement du périmètre de celles existantes (autre que Natura 2000) en cohérence avec les objectifs de la stratégie nationale pour les aires protégées, et/ou amélioration de leur gestion ;

Les « projets pilotes » ou « projet de démonstration » seront particulièrement encouragés.

Les actions pourront porter, d'une part, aussi bien sur des espèces et des habitats à valeur patrimoniale forte que sur des espèces et des milieux plus communs et, d'autre part, sur des trames écologiques ou des sous-trames.

ACTIONS EXCLUES DU FINANCEMENT EUROPEEN

- Les actions purement « locales » qui ne répondent pas à un enjeu alpin de milieux ou d'espèces ou de pressions anthropiques ou de menaces renforcées par les impacts des changements climatiques en montagne.
- Les actions relevant d'obligation réglementaire (notamment mesures de compensation) ou de mise en conformité (et doivent donc rester à la charge de la structure) ou d'actions de « green-washing ».

c) Uniquement à titre transversal et complémentaire des actions de valorisation pédagogique

Aux actions relevant des points a° et/ou b°, pourront être adjointes, comme complément apprécié et uniquement comme complément, des actions de valorisation pédagogique (chantier participatif, développement de contenu et organisation d'activités de ISEF, etc.) :

* Création d'outils et/ou du contenu pour l'interprétation du patrimoine naturel afin de sensibiliser la population (habitants et touristes) à sa beauté, à ses fragilités et à ses interactions avec l'Homme ;

* Développement et aménagement de supports d'interprétation (matériel ou immatériel).

L'approche et les techniques employées pourraient être différentes en fonction que ces activités d'ISEF viennent en complément de travaux portant sur un/des sites ou milieu(x) ou d'actions sur un/des espèces animales ou végétales.

Elles sont à destination du grand public, des utilisateurs des sites concernés le cas échéant, et plus spécifiquement des jeunes (éducation scolaire et populaire : enseignants, éducateurs et animateurs, scolaires, périscolaires, centre de loisirs et de vacances, etc.).

Le but de ces actions n'est pas de faire doublon avec les actions de valorisation du patrimoine naturel attendu dans la mesure « Tourisme durable » du volet interrégional. La finalité n'est pas la création d'un produit touristique, mais bien un support d'éducation et de sensibilisation directement lié aux actions de ce volet d'intervention.

2.3. Périmètre du projet

Trois périmètres d'action sont éligibles sur cette priorité thématique :

- Cas 1. : Les actions qui relèvent d'une seule des 2 mesures.
- Cas 2. : Les actions qui relèvent des 2 mesures et constituent une opération mixte.
- Cas 3. : Les actions qui s'intègrent dans un projet plus large, dont les autres composantes ne sont pas valorisées au plan de financement de l'opération présentée au FEDER Massif. Il conviendra d'explicitier le projet global (contexte, besoins, objectifs poursuivis et résultats attendus) et précisément l'opération soumise au financement européen dans toute sa logique d'intervention.

3. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES AIDES D'ETAT

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat.

Est considérée comme une entreprise, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique, c'est-à-dire toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné.

L'article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) pose un principe d'interdiction des aides d'Etat : « *Sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.* »

Quatre critères permettent de qualifier une aide publique d'« aide d'Etat » : l'aide est accordée à une entreprise ; est imputable à l'Etat ou consomme des ressources d'Etat ; procure à cette entreprise un avantage sélectif ; affecte ou est susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres et la concurrence.

En 2016, la Commission européenne a adopté une communication relative à la notion d'« aide d'Etat » (2016/C 262/01, J.O. C 262 du 19.07.2016) qui apporte des précisions sur les principaux concepts liés à cette notion.

Lorsqu'elle accorde une subvention européenne, l'Autorité de gestion doit tout d'abord vérifier si l'aide octroyée est une aide d'Etat.

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que :

- soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ;
- soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

Dans le présent appel à projets, certains textes juridiques pourront le cas échéant être appliqués. Leur application est alors soumise à la vérification du respect des conditions d'éligibilité qui leur sont propres. Ces textes sont présentés en Annexe I du présent appel.

4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

➤ 4.1. Le Bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire », les bénéficiaires éligibles étant les suivants :

- Gestionnaires d'espaces naturels du massif alpin : conservatoires, parcs naturels régionaux, parcs nationaux, gestionnaires de réserves naturelles, etc. ;
- Collectivités territoriales du massif alpin et leurs groupements, les syndicats mixtes ;
- Entreprises publiques locales (notamment les sociétés d'économie mixte, les sociétés publiques locales, etc.) ;
- Etablissements publics, tels que OFB, ONF ;
- Instituts et organismes de recherche actifs sur le massif alpin ;
- Associations de gestion et de protection des milieux et espèces, de recherches écologiques, d'éducation/sensibilisation à l'environnement actifs sur le massif alpin ;
- Petites & Moyennes Entreprises (TPE & PME) et organisations professionnelles actives sur le massif alpin.

A noter que le soutien aux acteurs de taille réduite et/ou à des actions d'un volume financier restreint est, en soi, un élément stratégique de ce volet interrégional, comme réponse à l'enjeu de développement local.

Capacité financière du bénéficiaire³

La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées, tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée.

Cas des projets multipartenaires

Les projets menés en multi-partenariat en terme opérationnel seront considérés comme prioritaires. Ils pourront prendre l'une des 3 formes suivantes :

- D'un montage multi-partenarial avec chef de file : Le montage en opération collaborative⁴ (opération de coopération entre un chef de file, qui est bénéficiaire, et d'autres partenaires qui contribuent chacun à sa réalisation et perçoivent une partie de la subvention européenne accordée en fonction des actions réalisées et au prorata des dépenses engagées et payées) est *autorisé jusqu'à 5 partenaires (y inclus le chef de file)*.

Il est conseillé au chef de file de prévoir un poste dédié à la coordination et au suivi des aspects financiers et administratifs de l'opération de son démarrage à la validation de la demande de paiement du solde. Ce poste peut être présenté au budget soumis au FEDER Massif des Alpes.

[Avant tout dépôt de demande de subvention européenne pour une opération collaborative, il est nécessaire de consulter les informations sur ce type de montage figurant dans le guide du candidat et celui du bénéficiaire].

- D'une délégation de maîtrise d'ouvrage à un des partenaires, qui devient porteur unique devant le FEDER. C'est lui qui engage et paie l'ensemble des dépenses. Il est seul responsable devant le FEDER. Afin d'attester du caractère coopératif de l'opération et de la légitimité juridique, il est demandé de transmettre les pièces probantes dans le dossier de demande de subvention.
- De dossier déposé « individuellement » par chaque acteur partenaire auprès du FEDER accompagné chacun d'un accord de partenariat signé (ou en projet au stade du dépôt qu'il conviendra de signer avant présentation au Comité de Programmation). La proposition de projet doit être élaborée conjointement : objectifs poursuivis et résultats attendus conjoints, les modalités d'exercice du partenariat explicitées et la liste des livrables communs. Les porteurs transmettent leur convention de coopération (dont le format est laissé à leur appréciation) à l'Autorité de Gestion comme justification du caractère coopératif de l'opération proposée.

➤ 4.2 La thématique

Une opération est éligible si elle répond aux objectifs poursuivis de cette priorité thématique « Biodiversité » du FEDER Massif des Alpes, et propose une à plusieurs actions attendues tels que définies au chapitre 2 du présent appel.

En outre, elle doit s'inscrire dans le cadre des schémas de planification - **SRADDET** et leurs annexes, ainsi que le **SDAGE** Rhône Méditerranée. Par ailleurs, il est préconisé que les résultats escomptés soient cohérents avec les objectifs stratégiques du Plan Intégré thématique Biodiv'ALP⁵ piloté par la Région Sud en partenariat avec la Région AURA et trois régions d'Italie ainsi que d'autres acteurs du massif des Alpes.

Concernant les actions non éligibles aux volets régionaux des programmes FEDER AURA & SUD (notamment pour des raisons de seuil), celles-ci peuvent être présentées au FEDER Massif des Alpes si et seulement si la plus-value pour le Massif est prise en compte et dûment démontrée, au regard de la caractérisation/ des priorités des enjeux spécifiques ciblés par ce volet interrégional (cf. introduction du chapitre 2).

Pour les actions relevant de la **mesure 2**, il conviendra de justifier du respect des critères suivants, si applicables :

* utilisation d'essences indigènes et variées, d'espèces végétales sauvages locales et d'espèces à fort potentiel mellifère, en veillant à l'absence d'espèces exotiques envahissantes ;

* identification des effets des travaux de restauration écologique / renaturation d'une continuité écologique sur l'ensemble de la biodiversité et des milieux en présence pour la définition des modalités opératoires les plus adéquates (ex. : la restauration hydromorphologique d'un cours d'eau entraîne des effets positifs sur la biodiversité aquatique et peut selon les travaux prévus avoir également un impact sur les populations d'espèces de la **ripisylve** à ne pas négliger) ;

³ Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

⁴ Article 2 du décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

⁵ Pour en savoir plus : <https://www.mareregionsud.fr/la-region-en-action/amenagement-et-developpement-durable/biodivalp-la-biodiversite-sans-frontiere>

* recours à des matériaux biosourcés, c'est-à-dire issus de la matière organique renouvelable (bois, chanvre, paille, ouate de cellulose, textiles recyclés, etc.) de préférence de provenance locale ;

* tri des déchets à la source sur le chantier de travaux.

➤ 4.3 Le lieu de réalisation

Pour être éligibles, les opérations prévues dans le projet doivent être réalisées dans la zone couverte par le programme, c'est-à-dire le territoire du Massif des Alpes.

Aussi, dans un souci de complémentarité et de cohérence avec les autres programmes, le FEDER Massif des Alpes ciblera son intervention sur des projets relevant de l'une des situations suivantes :

- Le projet prend place sur des territoires composant l'interface interrégionale, c'est-à-dire faisant la démonstration d'une dimension purement interrégionale ;
- Le projet implique le partenariat d'au moins deux territoires de part et d'autre de la frontière interrégionale et répondant à une problématique alpine commune qu'il conviendra de démontrer ;
- Le projet prend place sur le(s) territoire(s) d'une seule région et répond à un enjeu d'intérêt massif qu'il conviendra de démontrer.

Quelque soit le périmètre géographique de mise en œuvre des actions, l'opération devra contribuer à une dynamique (qu'elle soit à créer ou à renforcer) de travail et d'échanges partagés à l'échelle du massif, en tenant compte de la pertinence et de la cohérence des contextes ciblés.

Cas spécifique des actions localisées exclusivement en Zone Natura 2000

Les actions prenant place sur une zone Natura 2000 (que ce soit sur l'intégralité ou une partie du périmètre N2000) devront être en cohérence avec les stratégies et documents d'objectifs (DOCOB) Natura 2000 mis en œuvre sur leur périmètre d'intervention. Le projet ou le plan d'actions concerné devra être soumis pour avis au comité de pilotage du site Natura 2000.

A noter que le volet interrégional FEDER pour le Massif Alpin intervient en complément du réseau Natura 2000 et n'a pas vocation à s'y substituer. Dans le cas où une action éligible vise la protection d'une espèce ou d'un habitat inscrit dans la stratégie d'une zone Natura 2000, et que cette action prend place sur un périmètre intégralement compris dans cette zone Natura 2000, la programmation de l'aide sera laissée à la priorité du FEADER si des fonds sont disponibles et mobilisables.

➤ 4.4 Le démarrage de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme inéligibles :

- les projets achevés à la date de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués,
- les projets soumis aux aides d'Etat qui auraient connu un début d'exécution antérieur à toute demande formalisée d'aide publique.

La durée prévisionnelle de l'opération (réalisation de l'opération et paiement des factures afférentes) ne devra pas excéder 5 ans, ni s'étendre au-delà du 31/12/2029.

Il est demandé de présenter un chronogramme d'activités détaillé sur la durée prévisionnelle du projet, en cohérence avec les modalités de mise en œuvre et moyens mobilisés. Il est attendu que cette planification prenne en compte les facteurs de risques (internes comme externes) pouvant influencer le déroulement des actions, ils devront être succinctement décrits.

5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES ET DU PLAN DE FINANCEMENT

➤ 5.1 Le plan de financement

Pour chaque opération, le taux de cofinancement FEDER doit être **au minimum de 50% et au maximum de 60%** du coût total éligible.

Le montant et le taux de cofinancement du *FEDER* pouvant être accordés à l'opération dépendront le cas échéant :

- Du montant des contreparties nationales publiques apportées à l'opération ;
- Du taux maximum d'aides publiques autorisé par la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat ;
- Du taux minimal d'autofinancement exigé par les réglementations européennes et nationales.

Ne sont pas éligibles les opérations mobilisant :

- **Moins de 40 000 € de FEDER**
- **Plus de 600 000 € de FEDER** pour les opérations dont l'intégralité ou la majorité des dépenses sont afférentes à des actions relevant de la **mesure 1**
- **Plus de 800 000 € de FEDER** pour les opérations dont l'intégralité ou la majorité des dépenses sont afférentes à des actions relevant de la **mesure 2**

Le respect de ces taux, de ces seuils et de ces plafonds sera vérifié au moment du dépôt de la demande et, à l'issue de l'instruction du dossier après ajustement éventuel du plan de financement.

➤ 5.2. Les catégories de dépenses



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au Guide du candidat et au Guide du bénéficiaire pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- liées directement au projet ;
- prévues dans le plan de financement du projet ;
- présentées en HT ou TTC (sous conditions).

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et, dans tous les cas, entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Par ailleurs, elles sont présentées sur la base de l'estimation prévisionnelle des coûts réels. Néanmoins, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les bénéficiaires et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, l'autorité de gestion pourra proposer de recourir à des options de coûts simplifiés (OCS) pour le calcul et la présentation de certaines dépenses tel que mentionné dans le tableau ci-dessous. Le recours aux OCS sera obligatoire pour toute opération dont le coût total éligible ne dépasse pas 200.000 €.

Au stade du dépôt du projet :

- Le caractère raisonnable des dépenses prévisionnelles réelles doit être justifié sur la base de documents probants (conclusions d'un sourcing, devis, estimation d'avant-projet détaillé, note explicative, etc.).
- Les dépenses calculées sur la base de taux forfaitaire ou de coût horaire ne nécessitent pas de justification en terme financier. Néanmoins, il devra être apportée une explication sur leur nécessité, leur contribution au projet, et leur réalité (ex. : pour les RH, les fiches de poste et contrat de travail ; pour les prestataires : description des besoins de travaux et/ou de services attendus), ainsi que sur la cohérence entre ces dépenses, les moyens mobilisés, les actions mises en œuvre et les résultats escomptés.

Enfin, les dépenses éligibles doivent figurer parmi les catégories suivantes :

COÛTS DIRECTS :

- **Dépenses d'investissement, matériel et équipement** tels que :
 - Travaux de génie écologique dont plantation (p.ex. **ripisylves**), destruction d'ouvrage, aménagement de sites, matériel et équipement, assistance à Maitrise d'Ouvrage, travaux connexes, etc.

Le recours à des prestataires de travaux ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage intégrant les enjeux environnementaux (ex. : certification environnementale, label RGE, politique RSE, etc.) est encouragé et peut être financé dans le cadre du projet.
 - Acquisition de biens/fournitures (consommables et matériel) et d'équipements, etc.

- Achat de terrain : Le prix d'achat du terrain, déterminé par la direction de l'Immobilier de l'Etat (DIE) ou par un barème des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ou un expert indépendant qualifié, ne doit pas être supérieur à la valeur du marché.
- **Dépenses de ressources humaines** : salariés permanents, salariés temporaires, stagiaires impliqués directement à la mise en œuvre du projet. Leurs missions peuvent relever :
 - De la coordination opérationnelle et/ou administrative et financière,
 - D'exécution ou de supervision de travaux, de l'expertise technique, d'études, d'ingénierie, ...
 - D'animation, d'éducation ou de médiation, contenu pédagogique ou d'interprétation, ...
 - De fonctions supports tels que la communication, la gestion administrative et financière, ou de direction : dès lors que le volume de jours de travail sur le projet est significatif (supérieur à 20% du temps de travail lissé sur une année).

Il est attendu que toute personne affectée au projet dispose d'une lettre de mission qui stipule ses fonctions ou tâches sur le projet ou d'une fiche de poste dont le descriptif est explicitement lié au projet. Elles pourront être transmises lors de la demande de financement pour les personnes déjà en postes ou les recrutements en cours, le cas échéant.
- **Frais de déplacements, d'hébergement, de restauration** : pour le personnel du porteur affecté au projet (et dont les coûts salariaux sont valorisés au plan de financement), et pour les personnes pouvant être ponctuellement associées à la mise en œuvre du projet (sans être valorisé au plan de financement : personnel ou bénévoles ou intervenants autres que prestataires) pour des missions sur le « terrain », l'organisation ou participation à des événements directement liés au projet, l'animation de réseau, la coordination, etc. dans la limite de 15 % du coût total direct éligible.
- **Dépenses de prestations externes de services, tels que** :
 - études techniques, conseils, expertises, travaux de recherche, etc.
 - animation, médiation, organisation d'événements, etc.

COÛTS INDIRECTS :

Ces dépenses couvrent les frais de fonctionnement, les frais de structure, les dépenses de personnel ayant des fonctions de supervision managériale (directions et direction générale), de gestion administrative (comptabilité, achat, secrétariat, etc.) dont le temps de travail dédié au projet est résiduel (lissé sur une année est inférieur à 20%). Elles sont valorisables au plan de financement uniquement sous forme de taux forfaitaires (ie. Options de Coût Simplifié - OCS). Il n'est pas nécessaire de les justifier. Leur calcul est automatique sur la base de coûts directs (cf. tableau ci-dessous).

Description des options des coûts simplifiés applicables pour les opérations relevant de cet appel :

Plusieurs scénarios selon les modalités de mise en œuvre du projet et les moyens mobilisés associés :

- S1 : pour les projets ayant recours à part globalement équivalente (exprimée en dépenses) à du personnel affecté aux actions et à des prestataires externes (travaux comme services) ;
- S2 : pour les projets mobilisant principalement du personnel ;
- S3 : pour les projets s'appuyant principalement sur des prestataires (de services en particulier) et dont les actions relèvent de la mesure 1 (intégralement ou majoritairement en termes de volume budgétaire) ;
- S4 : pour les projets s'appuyant principalement sur des prestataires (de travaux en particulier) et dont les actions relèvent de la mesure 2 (intégralement ou majoritairement en termes de volume budgétaire).

Catégorie de coûts	S1 – Indistinctement Mesure 1 et/ou Mesure 2	S2 – Indistinctement Mesure 1 et/ou Mesure 2	S3 – Mesure 1 visée	S4 – Mesure 2 visée
Dépenses RH (frais salariaux chargés)	Coûts réels OU Coûts horaires AG ⁶	Coûts réels OU Coûts horaires AG ⁸	Taux forfaitaire de 20 % des coûts directs autres ⁷ (art. 55.1)	Taux forfaitaire de 10 % des coûts directs autres ⁹ (art. 55.1)
Dépenses Investissement	Coûts réels	Coûts éligibles restants autres que RH – Taux forfaitaire de 40 % des frais de personnel directs (art 56.1)	Coûts réels	Coûts réels
Dépenses Prestations Externes	Coûts réels		Coûts réels	Coûts réels
Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration	Coûts réels OU Taux forfaitaire AG ⁸		Coûts réels OU taux forfaitaire AG ⁸	Coûts réels OU taux forfaitaire AG ⁸
Dépenses de communication	Coûts réels		Coûts réels	Coûts réels
Dépenses d'amortissement	Coûts réels		Coûts réels	Coûts réels
Coûts indirects	Taux forfaitaire de 7% des coûts directs (art. 54.a))		Taux forfaitaire de 7% des coûts directs (art .54.a))	Taux forfaitaire de 4% des coûts directs (art .54.a))

Sont exclues des dépenses éligibles :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)
- Les dépenses mentionnées dans les règlements européens⁸ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027
- Les acquisitions de bien immobilier
- Les contributions en nature

⁶ Les dépenses éligibles sont présentées sur la base de l'estimation des coûts réels dans le dossier de demande de subvention. Au moment du conventionnement, l'Autorité de Gestion précisera si les dépenses seront justifiées sous forme de coûts réels ou d'options de coûts simplifiés sur-mesure.

⁷ A condition que les coûts directs de l'opération n'incluent pas les marchés publics de travaux ou les marchés publics de fournitures et de services dont la valeur est supérieure aux seuils fixés à l'article 4 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil ou à l'article 15 de la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil (article 55 du règlement (UE) 2021_1060 portant dispositions communes).

⁸ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes et Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER

6. LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets déposés seront sélectionnés au regard des critères décrits ci-dessous et selon le barème présenté dans le tableau ci-joint.

L'analyse de ces différents critères se fondera sur les éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. Ainsi, l'analyse des principes horizontaux s'appuiera sur l'*Annexe 3* complétée du dossier. Pour les autres critères, une partie supplémentaire est spécifiquement prévue dans le point 3 de l'*Annexe 2* « Description détaillée du projet ». Au cours de l'instruction, il pourra être demandé des informations et des arguments complémentaires pour étayer l'analyse.

ANALYSE DE LA QUALITE DE L'OPERATION PROPOSEE

Pour cet appel à projets, l'opération sera appréciée principalement en fonction :

Pour la raison d'être du projet, modalités d'élaboration et de mise en œuvre

- ❖ De sa cohérence avec les cadres stratégiques aux différentes échelles - européenne, nationale, régionale, Massif (Cf. annexe 2 des présentes lignes directrices de l'AAP) et la stratégie territoriale/locale à laquelle elle peut être rattachée (Cf. partie 7 Indicateurs) ainsi que de son articulation avec d'autres programmes ou dispositifs qui couvrent le Massif (de manière exclusive ou non) ;
- ❖ De sa contribution à l'adaptation et à l'atténuation des effets du changement climatique sur le territoire alpin (Priorité 6 – Objectif Stratégique 5.2 du FEDER 21-27) et plus spécifiquement de sa pertinence à répondre aux enjeux identifiés et aux objectifs poursuivis de cette priorité thématique au bénéfice de la biodiversité et des écosystèmes ;
- ❖ De l'adoption d'une démarche concertée / participative : caractérisation de l'implication des acteurs de l'arc alpin (dans l'identification des besoins, la définition du projet, sa mise en œuvre, ses effets, etc.) et des informations qui leurs sont destinées : des socio-professionnels (ex. agriculture et pastoralisme pour les zones intermédiaires, pastoralisme pour les alpages, gestionnaires de forêts d'altitude, etc.), des élus, de la société civile et de la population (résidents, propriétaires, associations/bénévoles, visiteurs, etc.).

Pour le niveau de maturité du projet

- ❖ Maturité technique et organisationnelle : disponibilité des études préalables, demande et/ou obtention des autorisations administratives nécessaires, définition d'un calendrier de mise en œuvre précis, périmètre fonctionnel correctement défini, équipe projet adaptée, définition des rôles et responsabilités des partenaires le cas échéant...
- ❖ Maturité budgétaire et financière : niveau de précision des coûts estimés, chiffrage de niveau maîtrise d'œuvre, équilibre du plan de financement abouti (cofinanceurs identifiés et intentions soumises), identification des marchés à passer ou déjà passés, ...
- ❖ Démarche de suivi et d'évaluation de projet :
Les porteurs de projet devront présenter dans leur dossier de demande de financement la démarche de suivi et d'évaluation de leur opération définie et à mettre en œuvre. Ils devront notamment pouvoir apporter des éléments sur les points suivants : définition d'indicateurs de réalisation inhérents/spécifiques à leurs actions, processus et outils de gestion et de suivi de projet (p.ex. COTECH, COPIL / utilisation de diagramme de Gantt, de cadre logique, logiciel de gestion de projet, etc.), et les démarches évaluatives ou mesures d'impact le cas échéant.

Pour la valeur ajoutée et l'impact du projet sur sa thématique ou le territoire

- ❖ De la caractérisation de sa plus-value pour le Massif :
 - Des sites/milieus ciblés/trames et sous-trames : caractéristiques et/ou inter-massifs et/ou sensibles à des menaces spécifiques (ex. : avifaune // domaines skiables) ;
 - Des habitats et/ou espèces/groupes d'espèces ciblées : prioritairement endémiques, inféodées et/ou pour lesquelles les Alpes françaises ont une forte responsabilité dans la conservation ; mais aussi espèces clé de voute ; espèces dites de parapluie ; espèces bioindicatrices du changement climatique ; ou encore si pertinent

les espèces dites ordinaires/communes dont il est constaté un déclin afin de traiter tous les compartiments de la biodiversité (commune et exceptionnelle) pour assurer son bon état et son équilibre global.

La classification des espèces ciblées en termes d'évaluation, de statut de protection ou de réglementation le cas échéant devra être précisée (référence et document à l'appui).

- Des fonctionnalités des écosystèmes ciblées en lien avec les modes de gestion et usages socio-économiques associés caractéristiques du massif alpin ;
- ❖ Du cadre et de la dimension territoriale de la coopération : caractéristiques du travail de coopération (composition intra projet comme relations externes, pluridisciplinarité, multisectorialité, etc.), contribution à la création/structuration/ élargissement de réseau, échelle géographique couverte, ... ;

A noter que la coopération de 2 territoires (ou plus) et/ou la localisation de sites ciblés de part et d'autre de la frontière interrégionale n'est pas un gage de réponse/adéquation aux enjeux stratégiques du massif.
- ❖ De caractère innovant/novateur et des capacités de répliquabilité : projet pilote ou démonstratif, volet d'expérimentation ou d'apprentissage, volet recherche/action, changement d'échelles ; accessibilité et appropriation facilitée des méthodes et outils (gain de temps, de ressources, de technicité, etc.) dans une démarche de capitalisation ou transfert de compétences (p.ex. entretien, disponibilité des pièces de rechange, guide d'utilisateur, formation, etc.), outils pédagogiques de diffusion novateurs (souci d'attractivité et d'appropriation des messages), etc. ;
- ❖ De la logique de continuum et de perspectives :
 - Caractérisation d'une situation initiale, d'un état de référence,
 - Utilisation de technologies liées au projet démontrant leur capacité à fonctionner à moyen-long terme (gestion, entretien, réparation),
 - Potentialité d'effet de levier,
 - Aptitudes en termes de capacités (disponibilité des ressources, identification des conditions favorables/favorables) et d'engagement (volonté institutionnelle) des porteurs ou autres acteurs à poursuivre ou approfondir les actions qui le nécessitent au-delà de la période du financement.

L'Autorité de gestion veillera à encourager les démarches qui s'inscrivent dans le temps avec des « marches/caps » à franchir où le FEDER peut venir en appui pour ces passages : « technologiques », « changement d'échelle », « opérationnalisation après une première phase de connaissances », etc. Les porteurs devront préciser s'ils s'inscrivent dans la continuité de projets antérieurs et/ou si une poursuite d'actions est envisagée/nécessaire (phasage d'un programme plus large ou d'une dynamique).

Pour la réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes égalité Homme Femme et non-discrimination

Prise en compte de ces enjeux au sein de la structure bénéficiaire :

- ❖ soit à travers la définition de politiques internes spécifiques, de labellisation (par exemple pour les collectivités locales le programme « Territoires Engagés pour la Nature » ou plus globalement le réseau des Territoires à Energie Positive, etc.) , d'initiatives, de bonnes pratiques, etc.
- ❖ soit dans le cadre du projet (que ce soit dans l'identification des problèmes à résoudre/ besoins à couvrir, dans la définition du projet pour y répondre, dans les modalités de mises en œuvre du projet, ou dans les groupes cibles des actions à mener).

Cf. Annexe 3 du dossier de demande de subvention à compléter

Blocs de critères	Note /20	Critères	Note /20	Sous-critères	Note/20
I QUALITE	14	Raison d'être du projet, modalités d'élaboration et de mise en œuvre	3	Cohérence stratégique et articulation opérationnelle	1
				Pertinence des résultats attendus, des actions proposées et des modalités de mise en œuvre	1
				Adoption d'une démarche concertée / participative	1
		Appréciation du niveau de maturité du projet	3	Maturité technique et organisationnelle	1
				Maturité budgétaire et financière	1
				Définition d'une démarche de suivi et d'évaluation de projet	1
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	7	Caractérisation de la plus-value du projet pour le Massif Alpin français	3
				Développement d'un cadre de coopération structuré	2
				Caractère innovant / novateur et répliquabilité	1
				Logique de continuum et de perspectives (avant comme au-delà du financement européen)	1
		Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes égalité Homme Femme et non-discrimination	1	Prise en compte de ces enjeux au sein de la structure	1
II PERFORMANCE	6	Capacité administrative du porteur	3	Moyens humains dédiés à la gestion du dossier : 1 référent technique et 1 administratif & financier	1
				Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes mises en place	2
		Performance financière du projet	2	Potentiel de certification des dépenses du projet : calendrier prévisionnel de remontées de dépenses, taux d'intervention FEDER et coût total éligible du projet, simplicité du plan de financement	1
				Adéquation entre les résultats escomptés et le coût du projet	1
		Contribution du projet aux indicateurs du PO	1	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du PO	1
TOTAL	20		20		20

7. LES INDICATEURS

La Commission européenne a renforcé les exigences en matière de suivi des objectifs à atteindre par les programmes cofinancés. Ces objectifs se traduisent par des indicateurs de réalisation et de résultats suivis à l'échelle des projets portés par les bénéficiaires. La Région, en tant que gestionnaire des fonds européens, rend compte plusieurs fois par an à la Commission du suivi de ces indicateurs.

Ce suivi est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles,
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

➤ 7.1 Les indicateurs relatifs à cet appel à projets

[CF. tableau en page suivante](#)

PRECISIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES INDICATEURS

INDICATEUR DE RESULTATS

ISR62C. NOMBRE D'ESPECES NATURELLES ET D'HABITATS MENACES D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET/OU PATRIMONIAL COUVERTS PAR LES OPERATIONS SOUTENUES PAR LE FEDER - VOLET MASSIF ALPIN

Dans cette mesure, les espèces (flore et faune) et/ou habitats sont ciblés :

- soit en tant que sujet de connaissances pluridisciplinaires nouvelles ou approfondies dans un contexte de changements globaux (effets climatiques, adaptation des activités humaines, etc.)
- soit en tant qu'objet ou bénéficiaire de mesures de protection / conservation / restauration (**continuités écologiques** et/ou espèces & habitats associés)

L'intérêt communautaire est défini dans les directives Habitats - Faune - Flore et Oiseaux de la Commission Européenne.

L'intérêt patrimonial des espèces ou habitats est apprécié en particulier au regard de leur caractère endémique ou emblématique sur les Alpes et/ou pour lesquelles le territoire alpin a une forte responsabilité dans la conservation.

Le caractère menacé d'une espèce ou d'un habitat se fonde sur les statuts d'évaluation, de protection et de menace définis dans les listes rouges européennes/françaises/régionales (CR, EN, VU ou pour lesquels les données sont insuffisantes) ou dans une autre réglementation (qu'il conviendra de préciser lors de la demande de financement).

INDICATEUR DE REALISATIONS

RCO075 - NOMBRE DE STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL INTEGRE EN LIEN AVEC DES PROJETS SOUTENUS

Le volet interrégional du Massif Alpin du FEDER 2021 2027 a pré-identifié les « stratégies intégrées » auxquels les opérations pourraient concourir, tout en laissant la possibilité aux porteurs de projet de lier leur projet à une stratégie qui n'aurait pas été listée par l'Autorité de Gestion, stratégie qu'il conviendra alors de nommer et joindre en annexe du dossier de demande de subvention.

Afin de comptabiliser un projet comme s'inscrivant dans cette (ou ces) stratégie(s) intégrée(s), il est demandé, au-delà de l'entrée géographique (localisation de l'opération ou d'actions inclus à l'opération) et d'un argumentaire probant ; de joindre un courrier de soutien de l'organisme responsable de la stratégie considérée.

En cohérence avec le Pacte Vert et la Stratégie de l'UE en faveur de la Biodiversité à horizon 2030, avec les stratégies nationales d'une part de la Biodiversité et d'autre part des Aires Protégées (2021) et au regard des objectifs poursuivis par le volet Massif sur cette mesure, les stratégies intégrées considérées comme pertinentes sont donc :

- Les Chartes des Parcs Naturels Régionaux ou des Parcs Nationaux du Massif Alpin
- Les Documents d'Objectifs des sites Natura 2000 (DOCOB)
- Les Documents Cadres des réserves naturelles (nationales, régionales, départementales)
- Les Stratégies d'Espaces Valléens (si elles démontrent une prise en compte significative des enjeux de biodiversité)
- Toute autre stratégie formalisée et déployée :
 - o à une échelle locale/territoriale pertinente que le porteur de projet serait à même de préciser/justifier (document de référence à l'appui). SAGE, contrat de rivière, ...
 - o à une échelle intermassif / interrégionale / régionale ciblant un type de milieux naturels, une/des connectivité(s) ou une/des espèces prioritaires pour le Massif Alpin. Ex. : Déclinaison régional d'un Plan National d'Action en faveur des espèces menacés (PNA).

En ce cas, le porteur du projet devra démontrer que la stratégie, à laquelle son opération se rapporte, respecte les fondamentaux de l'approche intégrée.

Pour rappel, la définition de la Commission Européenne précise que les 4 fondamentaux de l'approche intégrée de développement territorial sont :

1. L'apport de solutions innovantes pour répondre à des problématiques territoriales spécifiques
2. La recherche d'efficacité et d'efficience dans l'intervention publique
3. L'élaboration d'une stratégie multisectorielle pertinente (dimensions environnementale, économique et sociale)
4. L'implication de l'ensemble des acteurs

La contribution du projet à une stratégie de développement territorial intégré n'est pas un critère d'éligibilité pour cette priorité thématique « biodiversité » du FEDER Massif des Alpes. Elle constitue néanmoins un élément d'appréciation dans le processus de sélection (cf. chapitre 6. Les critères de sélection des projets).

➤ 7.2 Méthodologie de calcul

Référence de l'indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO75 (Indicateur de réalisation)	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	Nombre de stratégies soutenues	L'Autorité de gestion va vérifier que le projet s'inscrit bien dans une stratégie (cf. précisions ci-dessus) et va conventionner cet indicateur (1 projet = 1 stratégie soutenue ⁹) Si plusieurs stratégies sont concernées alors en indiquer le nombre.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde	60 stratégies à l'échelle de la priorité 6 Massif, dont 10 sur la « Biodiversité »
ISR62c (Indicateur de résultat)	Nombre d'espèces naturelles et d'habitats menacés d'intérêt communautaire et/ou patrimonial couverts par les opérations soutenues par le FEDER - Volet massif alpin	Nombre d'espèces et d'habitats soutenus	L'Autorité de gestion va vérifier les espèces et/ ou habitats menacés ciblées par les projets envisagés, sur la base des Directive Habitats - Faune - Flore ¹⁰ et Directive Oiseaux ¹¹ ou des listes rouges européennes/françaises/régionales établies par l'UICN	Valorisation : Le porteur devra renseigner les espèces et/ou habitats menacés dans le dossier de financement L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde	65 espèces et habitats soutenus

⁹ L'Autorité de Gestion assurera le suivi et la consolidation globale des valeurs atteintes par la somme des projets soutenus lors de son rendu de compte à la Commission Européenne, et ce afin d'éviter les multiples comptabilisations si plusieurs projets contribuent à la même stratégie

¹⁰ DIRECTIVE 92/43/CEE DU CONSEIL du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages

¹¹ DIRECTIVE 2009/147/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages

8. LA PROCEDURE DE CANDIDATURE

➤ 8.1 Le calendrier de dépôt des dossiers

Le calendrier de dépôt des dossiers du présent appel à projets est publié sur le site internet :

[L'Europe s'engage dans le Sud -Appels en cours Programme FEDER-Massif des Alpes 2021-2027 \(maregionsud.fr\)](http://L'Europe s'engage dans le Sud -Appels en cours Programme FEDER-Massif des Alpes 2021-2027 (maregionsud.fr))

➤ 8.2 Le portail e-Synergie

Le dépôt en ligne des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

➤ 8.3 Les documents de l'appel à projets

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :

https://synergie-europe.fr/e_synergie/portail/SUD

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents suivants joints à cet appel :

- Le calendrier de dépôt des dossiers
- La notice d'aide à l'utilisation d'e-Synergie
- La trame standard du dossier de demande de subvention e-Synergie
- La déclaration sur l'honneur du bénéficiaire (charte européenne des droits fondamentaux et contrat d'engagement républicain)
- Les annexes au dossier de demande de subvention à compléter
 - Annexe 1 Plan de financement
 - Annexe 2 Description détaillée du projet
 - Annexe 3 Principes horizontaux
 - Annexe 4 Incidences environnementales, le cas échéant
- La grille info porteurs commande publique, le cas échéant
- La grille déclaration de PME & aide d'Etat (à compléter quelque soit le statut du porteur)
- La grille des pièces à joindre

➤ 8.4 Les contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter [sur la base de la fiche de renseignements disponible sur la page dédiée à l'appel].

Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur

Direction des Affaires Européennes

Service Développement Territorial Intégré

04 91 57 53 06

sdti@maregionsud.fr en précisant en objet l'intitulé de l'appel

9. LES MODALITES DE SELECTION

➤ 9.1 Recevabilité du dossier de demande de subvention

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée
- avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets
- respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets
- être accompagné par :
 - ✓ La déclaration sur l'honneur du bénéficiaire datée et signée
 - ✓ Les annexes de l'appel à projets dûment complétées.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

➤ 9.2 Instruction

La Direction des Affaires Européennes de l'Autorité de Gestion procède à l'instruction des dossiers sur la base d'un rapport d'instruction type. Tout au long du processus, l'instructeur peut demander au porteur de projets les pièces complémentaires qu'il juge nécessaire.

L'instructeur examine dans un premier temps la conformité de la demande de subvention européenne à l'ensemble des critères d'éligibilité fixés dans l'appel à projets. Le constat du non-respect d'un de ces critères d'éligibilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.

Les dossiers répondant aux critères d'éligibilité font ensuite l'objet de l'évaluation du projet au regard des critères de sélection.

A l'issue de ses vérifications, analyses et, le cas échéant, recueil d'avis internes ou externes, l'instructeur attribue :

- ✓ Une note pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de qualité et pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de performance ;
- ✓ Une note globale correspondant à la somme des notes obtenues pour chaque objectif, c'est-à-dire qualité et performance.

Ces notes sont consignées dans la grille de notation annexée au rapport d'instruction.

Enfin, l'instructeur émet un avis motivé :

- ✓ Une demande ayant obtenu au minima la moyenne sur chaque catégorie de critères de sélection reçoit un avis favorable
- ✓ Une demande ayant obtenu la moyenne uniquement sur une catégorie de critères de sélection reçoit un avis défavorable

➤ 9.3 Présentation en comité de programmation

Le comité régional de programmation est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région.

Les dossiers sont présentés en comité régional de programmation pour avis et dans l'ordre suivant :

- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis favorable
- ✓ Les dossiers ayant reçu un avis défavorable

Les dossiers faisant l'objet d'une reprogrammation sont également présentés pour avis.

La liste des dossiers non recevables, abandonnés ou déprogrammés est présentée uniquement pour information.

➤ 9.4 Décision de l'Autorité de Gestion

L'Autorité de Gestion décide de la sélection et du rejet des dossiers après l'avis rendu par le comité régional de programmation.

Les dossiers sélectionnés font l'objet d'une convention attributive de subvention.

Les dossiers non sélectionnés, font l'objet d'une décision de refus motivée et susceptible de recours devant le tribunal administratif.

10. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EUROPEENNE

Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme

- d'une avance : sous réserve de l'avis favorable de l'autorité de gestion, aux structures de droit privé comme de droit public et dans la limite de 30% du montant FEDER programmé. L'avance octroyée sera déduite du premier acompte et le cas échéant des suivants.
- d'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

11. LES OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention et notamment les principes ci-dessous. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le guide du candidat et dans le guide du bénéficiaire.

➤ 11.1 Respect du principe de pérennité

Conformément au respect du principe de pérennité¹², toute action comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif ne pourra subir l'un des événements suivants dans les cinq ans à compter du paiement final au bénéficiaire ou dans la période fixée dans les règles applicables aux aides d'État, selon le cas :

- a) la cessation ou le transfert d'une activité productive en dehors du territoire au sein duquel elle a bénéficié d'un soutien ;
- b) un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou à un organisme public un avantage indu ;
- c) un changement substantiel affectant sa nature, ses objectifs ou ses conditions de mise en œuvre, ce qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

D'autre part, toutes les pièces justificatives liées à opération doivent être conservée pendant une période minimum de 5 ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'Autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire.

➤ 11.2 Respect du droit applicable

Conformément au règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, les opérations soutenues par les Fonds européens doivent être conformes au « droit applicable », qui recouvre le droit de l'Union et le droit national relatif à son application.

Toute opération qui bénéficie d'une subvention européenne doit respecter le droit applicable notamment :

- Les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 ;
- La législation applicable en matière de marchés publics ;
- La législation applicable en matière d'aides d'État ;
- La prévention des conflits d'intérêts ;
- Les exigences environnementales ;
- La charte des droits fondamentaux ;
- Le Contrat d'engagement républicain (concerne les associations et fondations uniquement).

¹² Article 65 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

➤ 11.3 Respect de la visibilité de la subvention européenne

Quel que soit le coût total éligible de l'opération et le montant de la subvention européenne accordée, les bénéficiaires doivent faire mention de cette subvention¹³. Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont détaillées sur <https://europe.maregionsud.fr>.

D'autre part, les bénéficiaires acceptent que

- La Région fasse figurer le projet dans la liste des opérations sélectionnées avec l'ensemble des informations exigées par l'article 49.3 du règlement UE 2021/1060
- La Région communique sur son projet, son bilan et ses résultats
- La Région soit associée à toute opération de communication relative à l'opération

➤ 11.4. Suivi comptable de l'opération

Tout bénéficiaire doit disposer d'une comptabilité séparée ou de codes comptables appropriés pour toutes les transactions relatives à l'opération.

➤ 11.5. Propriétés intellectuelles

Le porteur de projets s'engage à consentir tous les droits de propriété intellectuelle qui permettront une utilisation des résultats de ses études conforme aux objectifs spécifiques auxquels les actions soutenues doivent contribuer. Il n'aura pas un usage exclusif des données et des résultats des études. Ils seront en libre accès pour les publics pertinents (grand public et/ou selon les cas les scientifiques et acteurs ayant pour mission la protection de l'environnement (conservatoires, gestionnaires d'espaces naturels, associations spécialisées, etc.)) et devront alimenter les bases de données nationales et régionales (base SINP pour la France et SILENE pour la Région SUD), et autres dispositifs le cas échéant (ex. : système d'information forestière pour l'Europe).

12. LES OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

➤ 12.1 Respect de la confidentialité

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

➤ 12.2 Traitement et protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide. Le dossier contient toutes les informations nécessaires pour établir que les conditions énoncées dans la réglementation relative aux aides d'état sont remplies, y compris des informations sur l'effet incitatif de l'aide et des informations permettant d'établir le montant exact des coûts admissibles afin d'appliquer le régime d'aide d'état sur lequel se fonde l'aide attribuée.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

¹³ Article 50 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

ANNEXE I. RELATIVE AUX AIDES D'ETAT

Les aides accordées dans le cadre du présent appel à projets pourront ne pas être considérées comme étant une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE sur la base des fondements juridiques suivants :

- l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis » : application du règlement « de minimis » n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013. Ce règlement autorise les aides n'excédant pas le plafond de 200 000 euros par entreprise consolidé sur une période de 3 exercices fiscaux. Le plafond de 200 000 euros tient compte de l'ensemble des aides de minimis déjà obtenues par l'entreprise, quelle que soit leur forme (subvention, avance remboursable, aide fiscale, etc.).

- argumentaire visant à démontrer que le projet ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment du fait qu'il s'agit d'« activités purement locales ». Dans ce cas, l'aide n'est pas soumise à un taux maximum d'aide publique au regard de la réglementation européenne et nationale sur les aides d'Etat.

- argumentaire que les activités menées dans le cadre du projet peuvent être de nature non économique. Leur financement public peut donc ne pas constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.

Les lignes directrices concernant les aides d'Etat au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022 adoptées par la Commission européenne le 22 janvier 2022 pourront conduire à une évolution des textes juridiques relatifs aux aides d'Etat.

L'autorité de gestion appliquera les textes en vigueur à la date de la décision d'attribution de l'aide.

Si un texte plus favorable intervient avant la date de clôture de l'appel, il sera considéré comme applicable et l'autorité de gestion en tirera les conséquences sur l'éligibilité des projets et le calendrier de l'appel.

ANNEXE II. CADRES STRATEGIQUES DE REFERENCE

CONTEXTE GENERAL

* Un avant-projet du cadre mondial en matière de biodiversité pour l'après 2020 // 15^{ème} conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique

* Une Commission Européenne engagée par la promulgation d'un pacte vert pour l'Europe avec un objectif de neutralité climatique et de préservation et de rétablissement des écosystèmes et de la biodiversité. (Green deal) ; en découle une feuille de route, nouvelle des citoyens, ainsi qu'une stratégie «De la ferme à la table» visant à mettre en place un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement. Nouveautés/actualisation à venir : stratégie pour la forêt, plan de restauration de la nature, cadre de gouvernance en matière de biodiversité. Lien fort établi entre santé des écosystèmes et santé publique.

* Une déclaration d'Innsbruck, Système alpin d'objectifs climat 2050, Alpes neutres pour le climat et résilientes au changement climatique à l'horizon 2050 – Convention Alpine – Session du 4 avril 2019

* Une stratégie nationale définie pour la biodiversité à l'horizon 2030. Elle a pour objectifs de réduire les pressions sur la biodiversité, de protéger et restaurer les écosystèmes et de susciter des changements en profondeur afin d'inverser la trajectoire du déclin de la biodiversité. Un premier volet a été présenté avec trois premiers axes visent à :

- protéger et restaurer la nature, les écosystèmes et les espèces, lutter contre les espèces exotiques envahissantes, déployer des aires protégées;
- utiliser de façon durable et équitable les ressources naturelles et les services écosystémiques : accompagner la transition écologique des activités humaines pour réduire les pollutions ainsi que l'artificialisation des sols, promouvoir les solutions fondées sur la nature, développer les modes de production et de consommation respectueux de l'environnement ;
- sensibiliser, former et mobiliser la société dans son ensemble : les citoyens, notamment les jeunes, les entreprises et le secteur public.

Un second volet devrait être publié dans les prochains mois.

* Une stratégie nationale pour les aires protégées 2030, qui repose sur deux piliers :

- Un objectif de 30 % d'aires protégées, qui constituent la trame de protection du territoire ;
- Un objectif de 10 % de protection forte, avec un niveau plus élevé de protection.

* Stratégie macrorégionale de l'Union Européenne pour la Région Alpine (SUERA) qui a défini un axe « Préserver la biodiversité alpine et favoriser la prévention des risques naturels » auxquels sont notamment associés deux groupes de travail :

- le groupe « CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES » qui a pour objectif de renforcer, améliorer et restaurer la biodiversité et les services écosystémiques et pour mission de déployer des infrastructures (principalement vertes) durables afin de renforcer les continuités écologiques entre zones urbaines, périurbaines, rurales et montagneuses dans la région alpine, et cela par la mise en réseau de zones naturelles et semi-naturelles.
- le groupe « RESSOURCES NATURELLES » qui a pour objectif de préserver le patrimoine naturel des Alpes et la gestion équilibrée et durable des ressources naturelles. Ce groupe d'action traite trois sujets :
 - o l'aménagement du territoire et la préservation des sols ;
 - o la promotion et la commercialisation des produits alimentaires et forestiers ;
 - o la gestion durable de l'eau, notamment pour prévenir les pics de demandes et les sécheresses.

* Les régions AURA et SUD portent la compétence de protection de la biodiversité en qualité de chef de file depuis la promulgation de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite « loi MAPAM » ou « loi MAPTAM ». A ce titre, elles répondent à cet enjeu environnemental via leur schéma de cohérence écologique (SRCE) et désormais plus largement à travers la mise en œuvre de leur schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), et la création d'agence ou collectif régional de la biodiversité (ARBE pour la région SUD et collectif régional mobilisé sans accord cadre pour la région AURA).

* Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022 – 2027 définit la politique à mener pour stopper la détérioration et atteindre le bon état des eaux. Il intègre des ambitions fortes autour de la reconquête de la biodiversité à travers les orientations fondamentales qui traitent des grands enjeux de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques. Ces orientations visent notamment à économiser et préserver la ressource en eau, préserver et restaurer les cours d'eau en intégrant la prévention des inondations (qualité et quantité d'eau, continuité des écoulements, morphologie du cours d'eau, équilibre sédimentaire, etc.), préserver les zones humides et favoriser la résilience des milieux face aux effets du changement climatique.

Le SDAGE est accompagné d'un programme de mesures qui identifie les actions concrètes à mener par territoire pour atteindre les objectifs fixés par le SDAGE, avec des dépenses estimées à 3,2 milliards d'euros sur 6 ans à l'échelle du bassin Rhône Méditerranée, dont 24% consacré à la réduction des altérations de l'hydro morphologie et de la continuité écologique. Le programme de mesures identifie 800 à 900 ouvrages qui font obstacles à la continuité écologique à aménager et supprimer et 485 km de cours d'eau à restaurer pour diversifier les milieux.

CONTEXTE / MESURE 1

En 2020, un nouveau Centre¹⁴ de connaissance pour la biodiversité a été mis en place en coopération étroite avec l'Agence Européenne pour l'environnement afin de combler les lacunes dans les connaissances et faciliter les partenariats permettant d'assurer la liaison entre la science, la politique et la pratique. La plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques s'en trouve renforcée.

CONTEXTE / Mesure 2

* Plan d'action « zéro pollution » adopté en 2021 avec des objectifs portant sur la qualité des sols, la qualité de l'eau, et la réduction des impacts de la pollution atmosphérique sur la biodiversité.

* Stratégie thématique pour la protection des sols et stratégie forestière de l'UE, toutes deux à horizon 2030 et publiées fin 2021.

* Nouveau règlement pour la restauration de la nature : proposition présentée en juin 2022.

* La directive Cadre sur Eau (DCE) adoptée le 23 octobre 2000 qui vise à atteindre le bon état écologique des eaux pour tous les milieux aquatiques d'ici 2015 sauf exemption motivée, qui autorise un report de délai à 2021 ou 2027. Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée correspond au plan de gestion de la directive et permet sa déclinaison opérationnelle à travers son programme de mesures. Le SDAGE 2022 - 2027 fixe pour les eaux de surface un objectif ambitieux de 68 % des milieux aquatiques en bon état écologique en 2027 (48% aujourd'hui) et 97% en bon état chimique (96% actuellement).

¹⁴ 3 missions principales : assurer le suivi et l'évaluation des progrès accomplis par l'Union et ses partenaires dans la mise en œuvre des instruments internationaux liés à la biodiversité ; encourager la coopération et le partenariat et appuyer l'élaboration des politiques. [Biodiversity \(europa.eu\)](https://european-council.europa.eu/media/en/press-communications/infographic/Pages/infographic-biodiversity-2020-2022.aspx)

ANNEXE III. GLOSSAIRE

Aires protégées

Espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés.

Biodiversité

Selon le Code de l'Environnement (article L.110-1), « on entend par biodiversité, ou diversité biologique, la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, ainsi que les complexes écologiques dont ils font partie. Elle comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, la diversité des écosystèmes ainsi que les interactions entre les organismes vivants. »

Espèce clé de voûte

Espèce dont la disparition compromettrait la structure et le fonctionnement d'un écosystème.

Espèce parapluie

Espèce dont l'habitat doit être sauvegardé pour que soient conservées d'autres espèces, parmi lesquelles certaines sont rares et menacées.

Connectivité

Ici, désigne la connexion fonctionnelle et effective nécessaire au fonctionnement, à la stabilité et à la résilience des écosystèmes sur le long terme.

Continuités écologiques

Les continuités écologiques constituant la Trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques (articles L.371-1 et R.371-19 du code de l'environnement). Sur les cours d'eau, la notion de continuité écologique est introduite en 2000 par la directive cadre sur l'eau. Elle est définie comme la libre circulation des organismes vivants et leur accès aux zones indispensables à leur reproduction, leur croissance, leur alimentation ou leur abri, le bon déroulement du transport naturel des sédiments ainsi que le bon fonctionnement des réservoirs biologiques (connexions, notamment latérales, et conditions hydrologiques favorables). La protection et la restauration des continuités écologiques est inscrite dans le code de l'urbanisme.

Associations de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques. Les continuités écologiques sont considérées comme fonctionnelles lorsque qu'elles sont constituées de milieux à caractères naturels diversifiés et favorables à leur déplacement et lorsqu'elles sont peu fragmentées.

Convention de Ramsar

La Convention sur les zones humides, aussi appelée Convention de Ramsar, est le traité intergouvernemental qui sert de cadre à la conservation et à l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. La Convention a été adoptée dans la ville iranienne de Ramsar, en 1971, et est entrée en vigueur en 1975. Depuis, près de 90% des États Membres de l'ONU, de toutes les régions géographiques du monde, sont devenus « Parties contractantes ». En savoir plus : <https://www.ramsar.org>

Corridor écologique

Désigne un ou plusieurs éléments du paysage reliant fonctionnellement des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

Écosystème

Ensemble de la communauté vivante (biocénose) et de son milieu physico-chimique (biotope), incluant un compartiment de production primaire (basé généralement sur la photosynthèse d'origine végétale). L'écosystème est considéré comme unité fonctionnelle de relations complémentaires et de transfert et de circulation de matière et d'énergie (ex.: champ de maïs, une cavité d'arbre, une mare). Les habitats naturels sont des écosystèmes. La notion d'habitat porte une connotation plus descriptive et plus précise qu'écosystème.

Espace naturel sensible (ENS)

Ils ont été institués par la loi du 31 décembre 1976. Il s'agit d'espaces « dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, soit en raison de la pression urbaine ou du développement des activités économiques ou de loisirs, soit en raison d'un intérêt particulier eu égard à la qualité du site ou aux caractéristiques des espèces végétales ou animales qui s'y trouvent ». Ils font partie des aires protégées de France. Leur acquisition et gestion est une compétence des Départements qui participent ainsi à la préservation de près de 200 000 hectares de nature.

Espèces endémiques

On dit qu'une espèce est endémique d'un territoire lorsque l'ensemble des populations de l'espèce sont présentes uniquement dans ce territoire. La notion d'endémisme est indissociable d'une zone géographique donnée

Espèce exotique envahissante (EEE)

Synonyme de "espèce invasive". Espèce introduite artificiellement dans une zone géographique en dehors de son aire de répartition naturelle, dont la survie et la propagation modifient en profondeur les écosystèmes colonisés, pouvant à terme induire des disruptions de services écosystémiques d'intérêt économique ou des risques sanitaires majeurs.

Espèce remarquable

Une espèce remarquable fait partie des espèces retenues par certaines méthodes d'inventaire naturaliste et d'évaluation environnementale. Elles sont considérées comme remarquables pour la biodiversité, ou menacées et jugées importantes pour et dans l'écosystème ou particulièrement représentatives d'un habitat naturel ou de l'état de l'écosystème.

Fragmentation

La notion de fragmentation ou de morcellement englobe tout phénomène artificiel de morcellement de l'espace, qui peut ou pourrait empêcher une ou plusieurs espèces de se déplacer comme elles le devraient et le pourraient en l'absence de facteur de fragmentation.

Habitat

Un habitat d'espèce correspond au milieu de vie de l'espèce (zone de reproduction, zone d'alimentation, zone de chasse ...). Il peut comprendre plusieurs habitats naturels. Par habitat naturel, on entend un ensemble indissociable avec : - une faune, avec des espèces ayant tout ou partie de leurs diverses activités vitales sur l'espace considéré ; - une végétation (herbacée, arbustive et arborescente) ; - un compartiment stationnel (conditions climatiques, sols et matériau parental et leurs propriétés physico-chimiques). Un habitat ne se réduit pas à la seule végétation. Mais celle-ci, par son caractère intégrateur (synthétisant les conditions de milieu et de fonctionnement du système) est considérée comme un bon indicateur et permet de déterminer l'habitat. (source : Rameau et al., 1998).

Natura 2000 (réseau)

Réseau écologique européen de sites naturels (ZPS et ZSC) désignés en application de la directive "Habitats" et visant à la conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire dans un cadre global de développement durable prenant en compte les pratiques socio-économiques.

Naturalité

Notion reflétant le degré d'influence d'un milieu par l'homme, et donc son caractère plus ou moins « sauvage ». Elle comporte deux volets : la « naturalité biologique », définie par ses caractéristiques observables, qui la rapprochent plus ou moins d'un état « naturel », et la « naturalité anthropique », liée au niveau d'intervention humaine, actuelle ou passée. Trois critères complémentaires permettent de qualifier la naturalité d'un écosystème de forte à faible : l'intégrité biophysique (position sur un gradient d'originel à artificiel), l'influence anthropique (mesure du degré d'influence humaine en prenant en compte les pressions via quatre aspects : densité de bâti, distance aux routes, présence de réseaux électriques et de voies ferrées) et sa continuité spatio-temporelle (taille, connectivité et ancienneté).

Obstacle

Élément d'origine anthropique ou partie de territoire anthropisé qui a pour conséquence de fragmenter les habitats en étant difficilement franchissable par certaines espèces (ou en retardant leur trajet). Il peut être ponctuel, linéaire ou surfacique et de diverses natures (infrastructure, barrage, milieux dégradés, paysages simplifiés, sols artificialisés ou anthropisés, pollution lumineuse, chimique, sonore, etc.).

Occupation des sols

Désigne la couverture de la surface des terres émergées et donc le type d'usage fait des terres par les humains. La mosaïque paysagère est cartographiée en identifiant les types homogènes de milieux : zones urbanisées, zones agricoles, forêts ou landes, zones humides, etc. La précision peut être plus ou moins détaillée en termes de nombre de types (ex forêt mais qui peut être décliné en types plus précis : forêt feuillue, forêt résineuse, forêt mixte) et en terme d'échelle (la plus petite surface représentée peut aller de 25ha à de quelques centaines de m2).

Mode d'occupation des sols : Le MOS est un inventaire informatisé de tous les types d'occupation du sol du territoire sous forme de cartes ou de tableaux chiffrés qui permettront une connaissance détaillée, quantifiable et dynamique de l'organisation d'un territoire

Paysage

Selon la convention européenne à Florence en 2000, il s'agit d'une "partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations".

PLU et PLUi

En France, le plan local d'urbanisme (PLU), ou le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), est le principal document de planification de l'urbanisme au niveau communal ou intercommunal. Véritable projet global d'aménagement de la ou des commune(s), il comprend notamment un Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et un règlement qui précise les règles d'urbanisme qui s'appliquent à tous les projets de construction pour chaque zone du territoire concerné. Il doit prendre en compte les continuités écologiques grâce à différents outils.

Pollution lumineuse

Générée par les éclairages artificiels (lampadaires, panneaux lumineux, phares...), elle augmente à un rythme important. Elle a de nombreux impacts sur la biodiversité, aussi bien sur la faune que sur la flore. Elle a également des impacts sur la santé humaine. Elle peut être la conséquence de la lumière directe (éblouissements, lumières intrusives...), de la luminosité ambiante et des lumières projetées (au sol, sur les feuillages, dans l'eau) ou de la lumière diffuse dans l'atmosphère (halo lumineux des villes par exemple).

Population

En écologie et plus particulièrement en biologie des populations, ainsi qu'en génétique des populations, elle désigne l'ensemble des individus d'une même espèce qui occupe simultanément le même milieu.

Projets pilotes

Projets dans lesquels est appliquée une technique ou une méthode qui n'a pas été appliquée ou expérimentée dans ce cadre avant, ni ailleurs, qui offrent des avantages environnementaux ou climatiques potentiels par rapport aux meilleures pratiques actuelles et qui peuvent être appliqués à un stade ultérieur à une plus grande échelle au sein du massif pour des situations similaires.

Projets de démonstration

Projets qui mettent en pratique, expérimentent, évaluent et diffusent des actions, des méthodes ou des approches qui sont nouvelles ou inconnues dans le contexte spécifique du projet, tel que le contexte géographique, écologique ou socio-économique, et qui pourraient aussi être appliquées au reste du massif alpin dans des circonstances similaires.

Fonctionnalité d'un réseau / d'une continuité écologique

La Trame verte et bleue d'un territoire constitue par elle-même un réseau écologique dont la fonctionnalité repose sur la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques qui le composent. La préservation des continuités écologiques vise au moins le maintien de leur fonctionnalité. La remise en bon état des continuités écologiques vise le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité. La fonctionnalité des continuités écologiques s'apprécie notamment au regard :

- de la diversité et la structure des milieux qui leur sont nécessaires et de leur niveau de fragmentation ;
- des interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;
- de la densité nécessaire à l'échelle du territoire concerné. La fonctionnalité de la Trame verte et bleue sur un territoire sera confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur contribution au fonctionnement écologique global du territoire.

Réserve naturelle

Une réserve naturelle est une partie du territoire où la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière. Ce statut est un statut de protection fort attribué par décret. On distingue les réserves naturelles nationales (RNN), les réserves naturelles régionales (RNR) et les réserves naturelles de la collectivité territoriale de Corse (RNC). Chaque réserve fait l'objet d'un plan de gestion mis en œuvre par un gestionnaire (qui peut être une association, une collectivité, un organisme tel un parc naturel, l'ONF, etc.).

Réservoir de biodiversité

Dans le cadre de la Trame Verte et Bleu, les réservoirs de biodiversité sont définis comme des espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, menacée ou non menacée, est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos) et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante. Ce sont des espaces pouvant abriter des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent, ou susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Résilience

La résilience est la capacité d'un écosystème, d'un habitat, d'une population ou d'une espèce à retrouver un fonctionnement, un développement et un équilibre dynamique normal après une phase d'instabilité engendrée par une perturbation environnementale.

Résilience socio-écologique

La résilience d'un système socio-écologique est « sa capacité à absorber les perturbations d'origine naturelle ou humaine et à se réorganiser de façon à maintenir ses fonctions et sa structure ; en d'autres termes, c'est sa capacité à changer (adopter différents états) tout en gardant son identité » (ses composantes, leur organisation et leurs interrelations). Penser la résilience d'un système revient donc à « penser les transitions entre différents états plus ou moins désirables et recherchés par les humains ». Dans le domaine de l'environnement, c'est réfléchir à la manière dont les systèmes socio-écologiques répondent aux perturbations, à leur fréquence et leur intensité, s'adaptent tout en conservant leurs fonctions fondamentales et leur structure, ou se transforment.

Restauration / renaturation des milieux

Opérations d'aménagements ou de gestion restauratoires, puis conservatoires, consistant à recouvrer le bon état écologique et paysager de sites dégradés.

Ripisylve

Étymologiquement du latin ripa la rive et sylva la forêt. Ensemble des formations boisées présentes sur les rives d'un cours d'eau.

SAGE

Le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Sciences participatives

Également appelées sciences citoyennes, elles font appel aux citoyens pour collecter des données scientifiques en grand nombre sur des thèmes relevant le plus souvent des sciences naturelles

SCOT

Le Schéma de cohérence territoriale (SCOT) est un document d'urbanisme français qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles, notamment en matière d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement et de paysage. Le Code de l'urbanisme fixe le régime des SCOT aux articles L et R.141-1 et suivants.

Sédiment

Ensemble de particules minérales accumulées dans un même endroit et ayant, séparément, subi un transport. Ces particules peuvent, entre autres, provenir de l'érosion de roches ou résulter d'une activité biologique (accumulation de coquilles, etc.).

Service écosystémique

Avantages socio-économiques retirés par l'homme de son utilisation durable des fonctions écologiques des écosystèmes. Certains services écosystémiques sont des avantages matériels liés à des processus naturels tels que la production de biens directement consommables, l'autoépuration des eaux, la stabilisation des sols ou la pollinisation ; d'autres sont des avantages immatériels, comme des activités récréatives ou culturelles.(exemple : production de biens directement consommable (nourriture, matériaux, énergie, etc.), autoépuration des eaux, stabilisation des sols ou la pollinisation ; d'autres sont des avantages immatériels, comme des activités récréatives ou culturelles.

Seuil

Désigne généralement un obstacle de plus ou moins grande importance dans un cours d'eau, comme un barrage, qui peut être difficile ou impossible à franchir pour certaines espèces de poissons.

Solutions fondées sur la nature

Actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés pour relever directement les défis de société de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité. » (Source UICN, Union internationale pour la conservation de la nature)

SRADDET

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) est un schéma régional de planification qui fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants : schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de l'intermodalité (SRI), schéma régional climat air énergie (SRCAE) et SRCE. Le SRADDET a été institué par la loi NOTRe dans le contexte de la mise en place des nouvelles Régions (en 2016).

SRCE

Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est en France un schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles (biodiversité, réseau écologique, habitats naturels) et visant le bon état écologique de l'eau imposé par la directive cadre sur l'eau. C'est un document cadre élaboré dans chaque région, mis à jour et suivi conjointement par la région (Conseil régional) et l'État (préfet de région) en association avec un comité régional Trame verte et bleue. Les SRCE sont en train de disparaître en tant que tels pour être intégrés aux SRADDET, sauf en Île-de-France où le SRCE perdure. Ils restent cependant une base de connaissance importante.

Territoires engagés pour la nature

L'initiative « Territoires engagés pour la nature » vise à faire émerger, reconnaître et valoriser des plans d'actions en faveur de la biodiversité. Elle s'adresse aux communes et intercommunalités quelle que soit leur taille, qu'elles soient débutantes ou initiées en matière de biodiversité. En savoir plus :

<https://engagespourlanature.biodiversitetousvivants.fr/territoires>

Trame verte et bleue

La Trame verte et bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de planification de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements. La Trame verte et bleue contribue à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle s'applique à l'ensemble du territoire national à l'exception du milieu marin.

Aux termes des dispositions du II de l'article L. 371-1 du code de l'environnement, la Trame verte, composante terrestre de la Trame, comprend :

- tout ou partie des espaces protégés au titre du livre III et du titre Ier du livre IV du code de l'environnement, et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés à l'alinéa précédent ;
- les surfaces en couvert végétal permanent mentionnées au I de l'article L. 211-14 du code de l'environnement.

Aux termes des dispositions du III de l'article L. 371-1 du code de l'environnement, la Trame bleue, composante aquatique de la Trame, comprend : - les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux classés par arrêté préfectoral de bassin pris en application des 1° et 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement ; 2 - tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux et notamment les zones humides d'intérêt environnemental particulier mentionnées à l'article L. 211-3 du code de l'environnement ; des compléments à ces deux premiers éléments identifiés comme importants pour la préservation de la biodiversité

Cette composante aquatique de la Trame verte et bleue doit être appréciée selon plusieurs dimensions : - - continuité longitudinale des cours d'eau ; continuité latérale, entre les cours d'eau et leurs milieux annexes ou connexes hydrauliques, et entre différents milieux humides. La Trame verte et bleue forme un tout, les liens entre les milieux terrestres et aquatiques étant d'une importance majeure pour la biodiversité et le fonctionnement de la Trame. Le rattachement de tel ou tel milieu à la composante terrestre, à la composante aquatique ou aux deux composantes de la Trame verte et bleue est indifférent dès lors que le milieu considéré a été identifié comme élément du réseau écologique du territoire.

Trame aérienne

Trame destinée à prendre en compte la présence d'obstacles situés dans la strate aérienne (éoliennes, lignes électriques, grands bâtiments, câbles, etc.) et pénalisant les déplacements de la faune volante (chauves-souris, oiseaux, insectes notamment).

Trame blanche

Trame destinée à prendre en compte la pollution sonore, à l'instar de la pollution lumineuse pour la Trame noire.

Trame brune

Trame destinée à prendre en compte les déplacements de la faune du sol et les obstacles pouvant se situer dans cette strate "inférieure" (canalisations, fondations, réseaux de transports etc).

Trame noire

Déclinaison de la Trame verte et bleue dans la dimension temporelle (alternance jour/nuit) destinée ainsi à résoudre le problème de la fragmentation des habitats causée par la lumière artificielle nocturne. Elle est l'ensemble des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques caractérisés par une certaine obscurité et empruntés par les espèces nocturnes.

Trame turquoise

Trame qui correspond aux espaces où la trame verte et la trame bleue interagissent très fortement. Elle est propice à la circulation des espèces.

Zone humide

Réglementairement, d'après l'article L211-1 du Code de l'environnement, « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». Les zones humides sont importantes pour la préservation de la biodiversité constituent des réservoirs de biodiversité et/ou des corridors écologiques.

Références documentaires :

- Document cadre – Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques :
<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Document-cadre%20Orientations%20nationales%20pour%20la%20pr%C3%A9servation%20et%20la%20remise%20en%20bon%20%C3%A9tat%20des%20continuit%C3%A9s%20%C3%A9cologiques.pdf>